

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

***CONSERVATOIRE D'ASNIERES
ASSOCIATION LOI 1901***

***4 RUE DE L'ÉGLISE
92600 ASNIERES***

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « CONSERVATOIRE D'ASNIERES SUR SEINE » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

I. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

III. Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre association.

IV. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

V. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24 avril 2024

Jocelyn DAGORNE
Le Commissaire aux Comptes
SARL D.B.A.



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	6 800,00	6 800,00		130,56
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	255 388,87	210 843,20	44 545,67	48 970,77
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15,00		15,00	15,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	262 203,87	217 643,20	44 560,67	49 116,33
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	218 888,00		218 888,00	215 071,46
Fournisseurs débiteurs				
Personnel				
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires				
Autres créances	357,44		357,44	842,76
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	200 000,00		200 000,00	
Disponibilités	118 219,07		118 219,07	281 665,26
Charges constatées d'avance	205,20		205,20	283,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	537 669,71		537 669,71	497 862,48
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion – Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	799 873,58	217 643,20	582 230,38	546 978,81

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-5 497,25	-8 795,61
Résultat de l'exercice	4 945,06	3 298,36
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-552,19	-5 497,25
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	97 378,00	63 284,00
Provisions pour charges	14 630,05	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	112 008,05	63 284,00
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	69 315,79	95 670,23
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	69 315,79	95 670,23
Emprunts et dettes financières diverses	43,00	60,00
Emprunts et dettes financières diverses – Associés		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 330,58	2 901,20
Personnel	64 223,40	51 483,18
Organismes sociaux	87 100,86	82 902,37
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires		
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	3 590,94	7 254,26
Dettes fiscales et sociales	154 915,20	141 639,81
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	244 169,95	248 920,82
TOTAL DETTES	470 774,52	489 192,06
Ecart de conversion – Passif		
TOTAL PASSIF	582 230,38	546 978,81

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
PRODUITS		
Production vendue	493 118,72	488 813,55
Subventions d'exploitation	655 000,00	696 201,00
Autres produits		9 270,46
Total	1 148 118,72	1 194 285,01
CONSOMMATION M/SES & MAT		
Autres achats & charges externes	107 341,63	133 829,75
Total	107 341,63	133 829,75
MARGE SUR M/SES & MAT	1 040 777,09	1 060 455,26
CHARGES		
Impôts, taxes et vers. assim.	41 597,06	40 162,00
Salaires et Traitements	665 782,88	664 932,49
Charges sociales	267 181,43	341 188,28
Amortissements et provisions	58 817,59	9 418,72
Autres charges	2 211,80	1 759,60
Total	1 035 590,76	1 057 461,09
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 186,33	2 994,17
Produits financiers	672,05	1,87
Charges financières	764,43	1 016,53
Résultat financier	-92,38	-1 014,66
RESULTAT COURANT	5 093,95	1 979,51
Produits exceptionnels	1 482,66	2 327,13
Charges exceptionnelles	1 631,55	1 008,28
Résultat exceptionnel	-148,89	1 318,85
RESULTAT DE L'EXERCICE	4 945,06	3 298,36

CONSERVATOIRE D'ASNIÈRES

4 Rue de l'église
92600 ASNIERES

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS ETABLIS AU 31 DECEMBRE 2023

PRINCIPE

Le bilan et le compte de résultat ont été établis conformément aux conventions comptables dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base.

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

Ces comptes présentent un excédent des recettes sur les dépenses de 4945,06 Euros

NOTE SUR LES COMPTES DE BILAN

ACTIF

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire en fonction de leur durée de vie. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

- | | |
|---------------------------|--------------|
| - Logiciels | 20% |
| - Instruments de musiques | 20 % ou 33 % |
| - Matériel de bureau | 20 % ou 33 % |

Le tableau de variation des immobilisations est présenté ci-dessous :

	VALEUR BRUTE AU 31 décembre 2022	ACQUISITIONS	SORTIES	VALEUR BRUTE AU 31 décembre 2023
Logiciels	6 800,00			6 800,00
Instruments de musique	221 506,15	4 935,00	1 161,01	225 280,14
Matériel de bureau	13 630,23			13 630,23
Mobilier	15 875,62	602,88		16 478,50
	257 812,00			262 188,87

CREANCES D'EXPLOITATION

Le détail est le suivant :

Produits à recevoir	357,44
Charges constatées d'avance	205,20
	<hr/>
	562,64

DISPONIBILITES

Le détail est le suivant :

Caisse d'épargne- compte courant	20 535,50
Caisse d'épargne- livret A	77 171,76
Caisse d'épargne- compte à terme	200 000,00
Crédit Mutuel- compte courant	17 351,08
Crédit Mutuel- Compte retraite	3,48
Crédit Mutuel- Compte dons	1,30
Crédit Mutuel- Compte livret orange	-
Crédit Mutuel- Compte livret partenaire	2 925,49
Caisse	230,46
	<hr/>
	318 219,07

PASSIF

DETTES FOURNISSEURS

Elles s'analysent de la façon suivante :

Fournisseurs dus	1 726,58
Fournisseurs factures non parvenues	604,00
	<hr/>
	2 330,58

DETTES FISCALES ET SOCIALES

Elles s'analysent de la façon suivante :

URSSAF	24 940,17
HUMANIS	10 756,45
MUTUELLE GENERALE SANTE	827,04
Organismes sociaux charges à payer	23 903,00
Taxe sur les salaires	-
	<hr/>
	60 426,66

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Elles s'analysent de la façon suivante :

Congés payés	53 348,40
Charges sociales sur congés payés	26 674,20
	<hr/>
	80 022,60

ANNEXE

Il y a lieu de signaler les faits suivants :

Indemnités de départ en retraite et autres obligations sociales :

Il n'a pas été constitué de provision pour le DIF (droit individuel à la formation), les demandes de financement étant prise en charge par l'organisme collecteur, à savoir "Uniformation".

Des procédures de prud'hommes sont en cours, déposées par Madame OLDAK, Madame COUSIN et Madame DINANT CECCALDI contre le Conservatoire.

A cet effet, il a été constitué des provisions pour risques.

Il est à noter également la constitution de provision pour les prochains départs en retraite de Madame Flück et Monsieur LINDEBLAD.